



---

**INSPECTION GÉNÉRALE DES FINANCES**

# PRÉFACE

Sous l'autorité du ministre des Finances, l'Inspection générale des finances (IGF) joue un rôle central dans l'allocation des ressources publiques et l'amélioration du fonctionnement de l'État. L'année 2025 a été marquée par une activité soutenue, articulée autour des procédures d'élaboration et d'exécution budgétaire, de la préparation du projet de Budget de l'État, de la production des notes d'impact financier et de suivi de l'exécution, ainsi que du renforcement des capacités internes de l'Inspection.

Dans ce cadre, l'IGF a assuré la continuité du suivi budgétaire dans un contexte particulièrement dynamique (effort de défense, réformes de la Sécurité sociale, soutien au logement et aux prix de l'énergie). Ses quatre équipes « Budget » ont accompagné 20 départements ministériels et leurs entités rattachées. Le département « Études et Statistiques » a joué un rôle clé dans la consolidation des données et l'établissement de prévisions selon les différents référentiels comptables (national, consolidé, européen), pour les dépenses comme pour les recettes, en lien étroit avec les administrations fiscales. Le département « Audit & Gouvernance » a poursuivi ses missions de contrôle relatives à la régularité et à l'efficacité des fonds européens destinés au Luxembourg. Ce travail, au cœur des missions de l'Inspection, n'aurait pu être mené à bien sans l'engagement des équipes informatiques et administratives.

Parallèlement, l'IGF a poursuivi l'élaboration de son programme de travail 2025–2027, en définissant une vision, des objectifs stratégiques et des objectifs opérationnels. Les axes de développement portent notamment sur la modernisation des pratiques budgétaires et comptables, dans la continuité de la revue de l'OCDE du système de gestion des finances publiques, l'optimisation de la gouvernance interne, l'harmonisation des méthodes et de la gestion des connaissances, l'accélération de la transformation numérique, le renforcement de la communication intégrée et la promotion d'une culture d'excellence et de leadership. Cette dynamique vise à accroître l'efficacité de la coordination interne, la transparence externe et l'impact des interventions de l'IGF. Dans cette même logique, l'IGF a engagé, avec la signature d'une convention avec les Archives nationales du Luxembourg et l'entrée en vigueur de son tableau de tri, un important travail de structuration de ses archives physiques et numériques, ainsi que de formalisation systématique de ses procédures.

Enfin, l'année 2025 a confirmé l'importance accordée au développement des compétences : six candidats stagiaires A1, un candidat stagiaire A2 et un candidat stagiaire C1 ont réussi leurs examens de fin de stage. L'effort de formation continue est resté soutenu, avec la participation de 26 agents à 85 formations, représentant 258 jours, soit 1.549 heures de formation.

Ce rapport d'activité 2025 reflète une nouvelle fois un engagement collectif de haut niveau et un travail rigoureux constant au service de finances publiques solides et soutenables, dans un esprit de transparence et de service envers le public. Je tiens à remercier chaleureusement l'ensemble des collaborateurs de l'IGF pour leur implication, ainsi que nos partenaires au sein des départements ministériels, des administrations et des entités rattachées, dont la collaboration a été, une fois encore, essentielle à la réussite de notre action commune.

**Nima Ahmadzadeh**

**Directeur de l'Inspection générale des finances**

# 1 | MISSIONS ET ORGANISATION

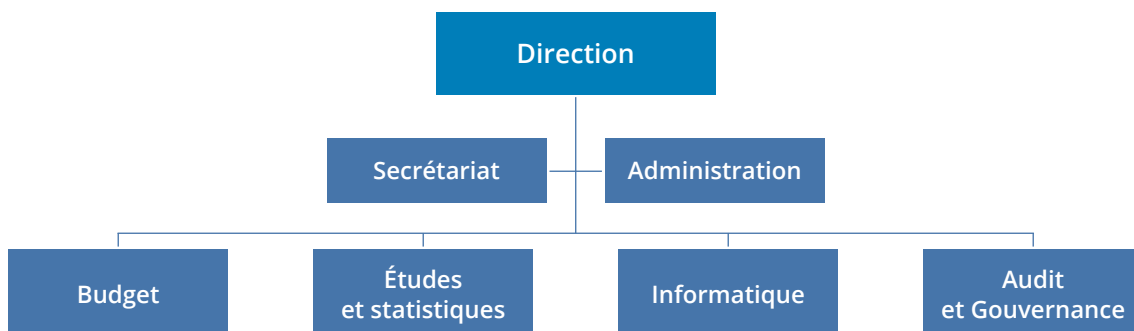
## 1.1 Missions légales

En vertu de la loi modifiée du 10 mars 1969 portant création d'une Inspection Générale des Finances (IGF), les missions de l'IGF consistent :

- à préparer l'avant-projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État selon les directives du ministre ayant le budget dans ses attributions et sur base des propositions budgétaires formulées par les départements ministériels ;
- à émettre un avis sur les projets et propositions dont la réalisation est susceptible d'entraîner une répercussion sur les finances de l'État à la demande du ministre ayant le budget dans ses attributions ;
- à surveiller l'exécution du budget et des projets et propositions visés à l'alinéa qui précède, à contrôler les dépenses de l'État et à suivre les mouvements de recettes de l'État ;
- à donner son avis sur les dépassements des crédits non limitatifs ;
- à préparer les projets de programmation financière et budgétaire et à collaborer aux travaux de programmation économique et sociale ;
- à faire des propositions de coordination en vue d'établir les projets de programmation des investissements de l'État à arrêter par le Conseil de gouvernement et à surveiller l'exécution des programmes arrêtés ;
- à examiner toute autre question que le Gouvernement en conseil ou un membre du gouvernement juge utile de lui soumettre ; et
- à faire toutes suggestions susceptibles de réaliser des économies, d'améliorer l'organisation des services de l'État et d'en assurer un fonctionnement rationnel.

## 1.2 Organisation et ressources humaines

Au 31 décembre 2025, la structure organisationnelle de l'IGF se présente ainsi :



### Situation du personnel au 31 décembre 2025 :

Effectifs	Nombre de personnes	ETP
Fonctionnaires/employés	51	48,65
Personnel de ménage	1	0,5
<b>Total</b>	<b>52</b>	<b>49,15</b>

Fluctuations	Nombre de personnes
Arrivées en 2025	11
Départs en 2025	3

Le personnel de l'administration se répartit sur différents groupes de traitement, d'indemnité et de salaire comme indiqué dans ce tableau :

Effectifs	Nombre de personnes	ETP
A1	40	37,90
A2	3	3
B1	6	5,75
C1	2	2
Salarié	1	0,5
<b>Total</b>	<b>52</b>	<b>49,15</b>

## Évolution des effectifs

Au 1<sup>er</sup> février 2025, 4 agents précédemment détachés du CTIE ont rejoint définitivement les effectifs de l'IGF à la suite d'un changement d'administration.

Pour soutenir les projets stratégiques, notamment liés aux systèmes d'exécution budgétaire, un consultant externe a intégré l'IGF le 13 octobre 2025 pour une durée d'un an, correspondant à 0,5 ETP.

Par ailleurs, au cours de l'année 2025, un agent a été détaché en tant qu'expert national auprès d'une institution européenne.

## Conciliation vie privée - vie professionnelle

Dix agents bénéficient d'une réduction de leur temps de travail au 31 décembre 2025.

Une nouvelle charte de télétravail est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2025. Elle définit les modalités d'exercice du télétravail au sein de l'IGF, en conformité avec la législation actuelle et en anticipation du projet de loi n°8121. Élaborée en concertation avec les membres du comité stratégique, elle vise à garantir un équilibre entre les besoins du service et les attentes des collaborateurs.

## Agents et ETP par service au 31 décembre 2025

Effectifs	Nombre de personnes	ETP
<b>Direction</b>		
Directeur	1	1
Secrétariat	5	5
Administration	6	5,3
<b>Département « Budget »</b>		
Budget 1	5	4,8
Budget 2	6	5,75
Budget 3	5	5
Budget 4	3	2,75
<b>Autres départements</b>		
Études et Statistiques	6	5,05
Informatique	9	8,75
Audit et gouvernance interne	6	5,75

### **La formation spéciale en vue des examens de fin de stage**

Une session d'examen de fin de stage de la formation spéciale pour les groupes de traitement A1, A2 et C1 a eu lieu en 2025. À cette occasion, six candidats stagiaires du groupe de traitement A1, un candidat stagiaire du groupe de traitement A2 et un candidat stagiaire du groupe de traitement C1, ont passé avec succès leurs épreuves d'examen.

### **Formation continue**

En 2025, 26 agents de l'Inspection ont participé à 85 cours de formation continue pour un total de 258 jours de formation, soit 1549 heures de formation.

### **Programme de travail**

Dans le cadre du programme de travail 2025–2027, l'IGF a conduit un exercice structurant aligné sur ses missions légales et sur son organisation renforcée. À partir d'ateliers participatifs et d'une analyse stratégique interne/externe, la vision et les objectifs ont été traduits en axes opérationnels : modernisation des pratiques budgétaires et comptables, optimisation de la gouvernance interne, dispositifs harmonisés de méthodes et de gestion des connaissances, accélération de la transformation numérique, communication intégrée et promotion d'une culture d'excellence et de leadership.

Ce travail, porté par l'ensemble des services et appuyé par une politique active de gestion des ressources humaines, vise à accroître l'efficacité, la transparence et l'impact des interventions de l'IGF au service de la gestion des finances publiques.

## **1.3** **Coopération nationale et internationale**

L'IGF traite régulièrement des demandes d'information émanant d'institutions nationales telles que le Conseil économique et social (CES), le Conseil national des finances publiques (CNFP), la Cour des comptes ou la Chambre des Députés ainsi que d'organisations internationales, comme la Commission européenne, l'OCDE et le FMI. En 2025, comme les années précédentes, l'IGF a également participé aux réunions de comités et groupes de travail internationaux organisés par l'UE et l'OCDE sur les questions budgétaires et économiques.

## 2 | CHIFFRES-CLÉS

### Ressources & utilisateurs



**52**

agents



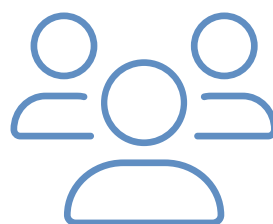
hommes

**25**



femmes

**27**



**1.165**

utilisateurs SIFIN-SAP actifs

**367**

utilisateurs IGF-BAF actifs

### Périmètre & entités suivies



**169**

Entités couvertes dans le cadre du suivi budgétaire

**42**

Audits de fonds européens

## Maîtrise budgétaire



**720**

Avis de dépassement de crédits



**60**

Avis et notes d'évaluation



**23**

Avis sur des demandes  
d'heures supplémentaires



**13**

Avis sur des conventions  
de participation financière de l'État

## Élaboration budgétaire



**183**

Examens contradictoires

**205**

Avis relatifs à des nouvelles  
initiatives gouvernementales

## DÉPARTEMENT « BUDGET »

Les agents en charge de l'élaboration et du suivi de l'exécution budgétaire sont répartis en quatre équipes « Budget » (19 personnes au total). Chaque équipe assure l'encadrement et le suivi budgétaire d'un ensemble de départements ministériels, d'administrations, de fonds spéciaux, d'établissements publics, de groupements d'intérêts économiques, de SEGS et d'institutions de l'État.

Les tâches principales des équipes « Budget » se résument ainsi :

- Participation à l'élaboration du budget de l'État
- Évaluation des propositions et participation aux négociations et arbitrages budgétaires
- Suivi de l'exécution budgétaire
- Émission d'avis sur les projets et propositions dont la réalisation est susceptible d'entraîner une répercussion sur les finances de l'État
- Formulation de recommandations et de conseils favorisant une bonne gestion des finances publiques
- Examen de toute autre question que le Gouvernement en conseil ou qu'un membre du Gouvernement juge utile de soumettre à l'IGF
- Participation aux réunions de divers conseils, commissions ou groupes de travail

Pour l'exercice 2025, un seul jeu de projets de budget annuel et pluriannuel a été préparé et déposé à la Chambre des Députés.

Plusieurs innovations issues de la revue de l'OCDE du système de finances publiques ont également été mises en œuvre, à savoir : suivi des règles de dépenses en vue consolidée, suivi des priorités politiques et de leurs indicateurs pour chaque département, intégration du PIBien-être, suppression du budget pour ordre au profit du budget pour compte de tiers, ainsi que le renforcement des fréquences et du niveau de détail attendus pour le suivi de l'exécution budgétaire.

Ces évolutions ont conduit à adapter les modalités de coordination entre les équipes « Budget » et avec leurs parties prenantes externes. Le contexte politique national et international a également exigé une réactivité accrue de la part de l'IGF.

### 3.1 Équipe « Budget 1 »

#### Compétences

L'équipe « Budget 1 » accompagne l'élaboration et assure le suivi de l'exécution du budget de 7 départements ministériels et de leurs entités rattachées, représentant près de 8 milliards d'euros de dépenses en 2025.

Les départements concernés sont les suivants :

- Ministère d'État (ME), y compris le Service des médias, de la connectivité et de la politique numérique
- Ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur (MAE) – volet coopération et action humanitaire
- Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture (MA)
- Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENEJ)
- Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité (MEGA)
- Ministère des Finances (MFIN)
- Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur (MESR)

Le périmètre de l'équipe couvre une diversité de structures administratives et paraétatiques, réparties comme suit :

Type de structure	ME	MAE	MA	MENEJ	MFIN	MESR	Total
Fonds spéciaux		1	1	1			3
Établissements publics /GIE	5	1	1	4	9	7	27
SEGS				50			50
Institutions de l'État	6						6

## Effectifs & activités

L'équipe « Budget 1 » est composée de cinq agents relevant tous du groupe de traitement A1.

Dans le cadre de l'élaboration du projet de budget 2026, l'équipe a mené 46 examens contradictoires avec des représentants des départements ministériels et des entités rattachées.

Au cours de l'exercice 2025, elle a émis, tout au long de l'année, les avis suivants :

Type d'avis	Nombre
Projets ou propositions susceptibles d'avoir un impact sur les finances de l'État	57
Demandes de dépassements de crédits ou de relèvements du budget des engagements	210
Évaluations confiées par la direction ou le Ministre	6

L'équipe couvre également un ensemble de conseils d'administration et de gérance, de commissions et de groupes de travail, au niveau national et international :

- Ministère d'État, y compris le Service des médias, de la connectivité et de la politique numérique : Commission « Aide à la presse », groupe de travail relatif à l'organisation du concours Eurovision de la chanson, Comité interministériel pour les besoins de couverture RENITA à l'intérieur de bâtiments
- Ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur – volet coopération et action humanitaire : Comité interministériel de la coopération au développement
- Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture : Office national du remembrement, LUGA ASBL, Commission des zones rurales, Comité de suivi du Plan Stratégique National et de la Coordination du réseau national de la politique agricole commun, Commission écologique
- Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse : Fondation Lycée privé Emile Metz, Institut national pour le développement de la formation professionnelle continue, Fondation Restena, Commission consultative dans le domaine du soutien et du développement de la formation professionnelle continue, Commission de contrôle concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé, Commission permanente d'experts portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement post primaire, Commission de planification des besoins concernant le personnel de l'enseignement fondamental, Groupe de travail sur la comptabilisation des heures supplémentaires de l'Éducation nationale, Comité de pilotage dans le cadre de la construction d'une école européenne à Schiffflange, Commission de Concertation Finances précisant le financement des mesures d'aide sociale à l'enfance et à la famille
- Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité : Comité des Actions positives
- Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur : Commission consultative concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures

### Faits marquants :

- Ministère d'État : coordination étroite avec la Maison du Grand-Duc pour les préparatifs de l'intronisation de S.A.R. Grand-Duc Guillaume de Luxembourg, le 3 octobre 2025
- Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture : encadrement de la première exposition « Luxembourg Urban Garden », organisée du 7 mai au 18 octobre 2025
- Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse : concertation approfondie dans le cadre de la réforme du dispositif Chèque-Service Accueil

## 3.2 Équipe « Budget 2 »

### Compétences

L'équipe « Budget 2 » accompagne l'élaboration et assure le suivi de l'exécution du budget de six départements ministériels et de leurs entités rattachées, représentant près de 9 milliards d'euros de dépenses en 2025.

Les départements concernés sont les suivants :

- Ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur (MAE) (hors volet coopération et action humanitaire)
- Ministère des Affaires intérieures (MAINT) (volet : Police grand-ducale ; Inspection générale de la police ; Direction générale de l'immigration)
- Ministère de la Justice (MJUST)
- Ministère des Sports (MSP)
- Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale (M3S)
- Ministère de la Mobilité et des Travaux publics (MMTP) (volet : Bâtiments publics)

Le périmètre de l'équipe couvre une diversité de structures administratives et paraétatiques, réparties comme suit :

Type de structure	MAE	MJUST	MSP	M3S	MMTP	Total
Fonds spéciaux	1		1	1	5	8
Établissements publics/GIE		1	1	3	2	7
SEGS		1	2			3

L'équipe assure également le suivi des aspects juridiques de la procédure budgétaire au sein de l'IGF, notamment la rédaction des textes et des commentaires relatifs au projet de loi budgétaire, la gestion de contrats et la rédaction de conventions, ou encore la préparation de réformes structurelles en relation avec la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la Trésorerie de l'État.

Elle prend aussi en charge l'ensemble des questions soulevées dans le cadre de la protection des données à caractère personnel (RGPD). Par ailleurs, l'équipe est de plus en plus sollicitée pour des demandes de renseignement juridique émanant de départements ministériels qui consultent l'IGF en amont du dépôt de leurs avant-projets de loi au Conseil de gouvernement.

### Effectifs & activités

L'équipe « Budget 2 » est composée de six agents, relevant tous du groupe de traitement A1.

Dans le cadre de l'élaboration du projet de budget 2026, l'équipe a mené 23 examens contradictoires avec des représentants de différents niveaux des départements ministériels et des entités rattachées.

Au cours de l'exercice 2025, elle a émis, tout au long de l'année, les avis suivants :

Type d'avis	Nombre
Projets ou propositions susceptibles d'avoir un impact sur les finances de l'État	63
Demandes de dépassements de crédits ou de relèvements du budget des engagements	229
Évaluations confiées par la direction ou le ministre	42

L'équipe couvre également un ensemble de conseils, de commissions et de groupes de travail, au niveau national et international :

- Ministère d'État : Média de service public 100,7
- Ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur : GT Retour économique, GT Systèmes classifiés
- Ministère de la Justice : GIE Buanderie Centrale
- Ministère des Sports : Commission interdépartementale pour les équipements sportifs, Centre national sportif et culturel, Commission consultative instituée avec la création de l'Institut national de l'activité physique et des sports, Comité d'accompagnement centre national de Beach-Volleyball, Comité d'accompagnement dans le Cadre de la Construction du Vélodrome
- Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale : Centre thermal et de santé Mondorf, Caisse de maladie des fonctionnaires et employés publics, Fonds de compensation, Laboratoire national de Santé, Centre Hospitalier de Luxembourg, Rehazenter ASBL, Commission permanente pour le secteur hospitalier, Secrétariat National de l'Universal Health et Preparedness Review (UHPR), Comité des grands projets immobiliers du CHL, GT et Comité stratégique de redressement de la trajectoire de financement de l'assurance maladie-maternité, Comité Health System Performance Assessment
- Ministère de la Mobilité et des Travaux publics : Lux-Airport, Fonds Belval, Commission d'analyse critique concernant tous les projets du département des Travaux publics, Comité de suivi du Fonds d'entretien et de rénovation

- Ministère de la Culture : Centre des monuments du Grand-Duché de Luxembourg, Comité de gérance Bourglinster
- Ministère de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme : Luxembourg Congrès SA
- Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil : Commission des secours sociaux suite aux dommages causés par les catastrophes de la nature
- International : OCDE Joint Network of Senior Budget and Health Officials

#### Faits marquants :

- Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale / IGSS : suivi financier des « Sozialronn » et de la réforme des pensions
- Défense : collaboration renforcée dans le cadre de l'effort de défense
- Police grand-ducale : Adaptation structurelle des articles budgétaires et des procédures afin d'accroître la flexibilité dans l'exécution du budget

### 3.3 Équipe « Budget 3 »

#### Compétences

L'équipe « Budget 3 » accompagne l'élaboration et assure le suivi de l'exécution du budget de quatre départements ministériels et de leurs entités rattachées, représentant près de 6 milliards d'euros de dépenses en 2025.

Les départements concernés sont les suivants :

- Ministère de la Culture (MCULT)
- Ministère du Travail (MT)
- Ministère de la Mobilité et des Travaux publics (MMTP) – département de la mobilité et des travaux publics (hormis le volet bâtiments publics)
- Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité (MECB)

Le périmètre de l'équipe couvre une diversité de structures administratives et paraétatiques, réparties comme suit :

Type de structure	MCULT	MT	MMTP	MECB	Total
Fonds spéciaux	1	1	3	4	9
Établissements publics /GIE	12		2		14
SEGS	6	1			7
ASBL	4				4

## Effectifs & activités

L'équipe « Budget 3 » est composée de cinq agents.

Dans le cadre de l'élaboration du projet de budget 2026, l'équipe a mené 67 examens contradictoires avec des représentants de différents niveaux des départements ministériels et des entités rattachées.

Au cours de l'exercice 2025, elle a émis, tout au long de l'année, les avis suivants :

Type d'avis	Nombre
Projets ou propositions susceptibles d'avoir un impact sur les finances de l'État	33
Demandes de dépassements de crédits ou de relèvements du budget des engagements	113
Évaluations confiées par la direction ou le ministre	12

L'équipe fait également partie d'une série de groupes de travail et de commissions :

- Pour les quatre ministères dont l'équipe est responsable : divers comités d'analyse critique
- Ministère du Travail : comité de conjoncture, comité de suivi tripartite
- Ministère de la Mobilité et des Travaux publics – volets mobilité et Ponts et Chaussées : comité du domaine ferroviaire, comité d'analyse critique d'infrastructure ferroviaire, comité d'analyse critique, groupe de travail du besoin de mobilité et différents comités au sein de LuxTram
- Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité : quatre comités de suivi et de pilotage, 12 comités d'accompagnements de projets d'infrastructures et trois comités de gestion de fonds

## Faits marquants :

- Administration des Ponts et Chaussées / Fonds des routes : travail de remaniement du budget du ministère de la Mobilité et des Travaux publics ; refonte du Fonds des routes sur le modèle du Fonds du rail
- Infrastructures ferroviaires internationales : suppression du Fonds des raccordements ferroviaires internationaux et création d'un nouvel article relatif à la participation de l'État aux projets ferroviaires internationaux
- Mobilité durable – quartier gouvernemental : ouverture en février 2025 d'une station d'autopartage Flex au parking du Saint-Esprit, offrant une solution de mobilité professionnelle durable, efficace et économe aux agents du quartier gouvernemental

### 3.4 Équipe « Budget 4 »

#### Compétences

L'équipe « Budget 4 » accompagne l'élaboration et assure le suivi de l'exécution du budget de six départements ministériels et de leurs entités rattachées, représentant au total près de 9,1 milliards d'euros de dépenses et 4,7 milliards d'euros de masse salariale (au titre des articles de rémunération XX.XX.11.005) au budget de l'exercice 2025.

Les départements concernés sont les suivants :

- Ministère des Affaires intérieures (MAINT) (hors volets : Police grand-ducale ; Inspection générale de la police ; Direction générale de l'immigration)
- Ministère de la Digitalisation (MinDigital)
- Ministère de l'Économie (MECO)
- Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil (MFSVA)
- Ministère de la Fonction publique (MFP)
- Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire (MLOGAT)

Le périmètre de l'équipe couvre une diversité de structures administratives et paraétatiques, réparties comme suit :

Type de structure	MAINT	MinDigital	MECO	MFSVA	MLOGAT	MFP	Total
Fonds spéciaux	2		2	2	1	1	8
Établissements publics / GIE	1		15	3	2		21
SEGS		1	1				2

#### Effectifs & activités

L'équipe « Budget 4 » se compose de trois agents.

Dans le cadre de l'élaboration du projet de budget 2026, l'équipe a mené 47 examens contradictoires avec des représentants de différents niveaux des départements ministériels et des entités rattachées.

Au cours de l'exercice 2025, elle a émis les avis suivants :

Type d'avis	Nombre
Projets ou propositions susceptibles d'avoir un impact sur les finances de l'État	52
Demandes de dépassements de crédits ou de relèvements du budget des engagements	168
Avis relatifs à des demandes d'autorisation d'heures supplémentaires	23
Avis concernant des conventions de participation financière de l'État	13

L'équipe couvre aussi un ensemble de conseils d'administration et de gérance, de commissions et de groupes de travail dans les différents ministères :

- Ministère des Affaires intérieures (hors volets : Police grand-ducale ; Inspection générale de la police ; Direction générale de l'immigration) : Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS), Comité interministériel de la plateforme nationale pour la réduction des risques de catastrophe, Commission des finances CGDIS, Conseil supérieur des finances communales
- Ministère de l'Économie : Luxembourg for Tourism, Commissions Aides d'État, Commission des subventions touristiques, Sudcal SA, Sipel SA
- Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil : Caisse pour l'avenir des enfants (CAE), Conseil consultatif à l'accessibilité, Commission d'harmonisation, Commission d'analyse des projets d'investissement dans les domaines social, familial et thérapeutique, Groupe de travail Gouvernance financière – Opposabilité des frais, Groupe de travail Gouvernance financière – Digitalisation, Commission COPIL, Commission paritaire, Fonds national de solidarité
- Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire : Fonds du Logement, Comité d'acquisition, Commission des loyers

#### Faits marquants :

- Commission d'acquisition Logabo29 (CAL29) : conseil pour l'identification d'opportunités d'acquisition de logements (abordables et autres) et de terrains à financer en fonction des moyens budgétaires disponibles
- Conseil d'administration du CGDIS : Vote du projet de construction du Centre d'appui logistique et technique (CALT 2.0)
- Ministère de l'Économie : avancement des projets structurants (supercalculateur IA et AI Factory, contribution de 150 millions d'euros en 2026 pour les tarifs électriques, réaménagement du site Kirchberg/Luxexpo, projet Space Campus)
- Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire : Aides en faveur du logement abordable en forte hausse dues à une activité de construction renforcée et acquisitions VEFA poursuivies

## 4 | DÉPARTEMENT « ÉTUDES ET STATISTIQUES »

Le département Études et statistiques se compose de six personnes et assure les tâches principales suivantes :

### 4.1 Suivi périodique de l'exécution budgétaire 2025

Avec le STATEC, le département est engagé dans l'ensemble des phases de l'élaboration des comptes des administrations publiques suivant les règles du Système européen des comptes (SEC).

En particulier, il est chargé de recueillir, de compléter et de vérifier les données des administrations publiques dans le cadre de la procédure européenne de notification des déficits publics.

L'élaboration et l'analyse des comptes prennent une dimension intra-annuelle avec l'établissement de comptes mensuels de l'administration centrale dans une perspective nationale (suivant la loi sur la comptabilité) et européenne (SEC).

### 4.2 Compte prévisionnel 2025

Le département a aussi mis à jour le compte prévisionnel de 2026. Dans ce contexte, des demandes de données sont adressées aux départements ministériels sur les dépenses budgétaires, la situation des fonds spéciaux, des établissements publics et d'autres entités. Il en va de même pour les administrations fiscales concernant les dernières estimations de recettes. Une fois ces données collectées, l'exécution prévisible du budget suivant une optique nationale et européenne (SEC) est établie par le département.

### 4.3 Projet de Budget 2026

La procédure d'élaboration du projet « Budget 2026 » a débuté en février 2025 par la diffusion de la circulaire budgétaire 2026. Le service a contribué activement à cette étape, notamment en analysant les prévisions macroéconomiques fournies par le STATEC, qui influencent la construction du budget.

L'équipe a coordonné et participé à des réunions bilatérales avec les administrations fiscales, organisées en mars et en septembre, dans le but d'évaluer et d'optimiser les prévisions de recettes.

À l'issue de chaque phase clé de la procédure budgétaire, à savoir la proposition initiale, la phase contradictoire et la phase bilatérale, le service établit une vue consolidée de la situation financière de l'administration centrale, portant sur l'année en cours et les quatre exercices suivants, contribuant au suivi et à la cohérence de la trajectoire des finances publiques.

Au-delà de la production des prévisions budgétaires pour la programmation pluriannuelle, incluant les recettes et les dépenses des administrations publiques, l'équipe contribue de manière déterminante à la rédaction des textes des projets de loi budgétaire.

## DÉPARTEMENT « INFORMATIQUE »

Le département Informatique est composé de neuf personnes réparties entre une division dédiée à l'exécution budgétaire (« SAP SIFIN », six personnes), une division dédiée à l'élaboration budgétaire (deux personnes) et un correspondant informatique.

Tout au long de l'année, l'IGF a continué de moderniser et d'optimiser ses systèmes d'information (SI) budgétaires et financiers afin de répondre aux besoins croissants en matière de gestion publique efficace et digitalisée.

Au-delà des activités routinières de maintenance et de support, l'accent a été mis sur l'évolution technologique, la convivialité des outils et l'intégration de nouvelles fonctionnalités pour les systèmes suivants :

- SIFIN : système central de comptabilité budgétaire conforme à la législation en vigueur
- IGF-BAF : application dédiée à l'élaboration budgétaire
- IGF-GED : plateforme de gestion électronique des documents
- IFSID : système décisionnel pour l'analyse et le suivi des données financières

En parallèle de ces travaux de modernisation, l'année 2025 a été marquée par l'approfondissement des réflexions structurantes sur la stratégie de gestion des données, la digitalisation et l'optimisation des processus et outils de l'IGF.

### 5.1 Système de la comptabilité budgétaire « SIFIN »

En 2025, la division SIFIN chargée de l'évolution, de la maintenance et de l'encadrement applicatif du système, a concentré ses travaux autour des projets d'évolution de la plateforme et des activités opérationnelles liées à la maintenance et au support d'exploitation.

Au niveau de l'évolution stratégique et de la modernisation du système, deux premiers chantiers de la feuille de route pour la conversion de la plateforme vers la technologie S/4HANA ont été lancés :

- une mise à niveau du système sur la version la plus récente fournie par SAP (224 scénarios de test réalisés par 69 utilisateurs-clés, déploiement réussi en octobre 2025)
- une migration vers le module « Business Partners » pour une meilleure gestion des données signalétiques des créanciers et des débiteurs de l'État (tests d'acceptance commencés fin 2025, finalisation prévue fin mars 2026)

Le service a également lancé de nombreux projets d'évolution fonctionnelle et technique. Les principaux sont listés ci-dessous :

Projets pour le compte de l'IGF :

- la mise en place de mécanismes de marquage des dépenses budgétaires et l'amélioration de la comptabilité analytique de certains fonds spéciaux
- l'établissement du compte prévisionnel directement dans SIFIN (mise en service prévue pour le cycle budgétaire 2026)
- la réalisation d'une première étude d'impact sur les fonctionnalités du système sur base des recommandations de l'OCDE (rapport sur la revue du système de finances publiques du Luxembourg)

Projets pour le compte d'autres administrations :

- l'extension des interfaces du système permettant les paiements en masse d'avances temporaires de fonds (p.ex. le paiement du chômage complet par l'Agence pour le développement de l'emploi)
- le développement d'un processus d'imputation budgétaire pour les paiements d'avances temporaires de fonds et les paiements combinant rémunérations principales et indemnités supplémentaires (p.ex. les honoraires pour formations INAP)
- l'activation de la ventilation pluriannuelle des engagements pour l'Administration des ponts et chaussées (à partir de l'exercice 2026)
- la contribution à la mise en place d'un module de facturation pour la Bibliothèque nationale du Luxembourg (déploiement prévu en 2026)
- l'adaptation de 92 programmes pour intégrer les nouveaux mécanismes de contrôle des droits d'accès définis par le CTIE

Les activités de maintenance évolutive et corrective, ainsi que le support aux utilisateurs finaux, ont été assurées tout au long de l'année :

- la préparation et la réalisation de la configuration et du paramétrage du système pour le budget 2026
- l'implémentation de demandes de changement, l'optimisation de fonctionnalités existantes et la correction de dysfonctionnements détectés
- la mise à jour régulière du site [sifin.public.lu](http://sifin.public.lu) avec les actualités et les nouveaux manuels d'utilisation
- les formations, l'assistance et le support aux utilisateurs finaux

En résumé :

Indicateur	Valeur
Utilisateurs actifs	1.165
Entités comptables représentées	196
Formations pour utilisateurs finaux à l'INAP	
Sessions	15
Jours / Heures	23 jours / 138 heures
Sujets	7
Demandes de support par courriel	2.125
Releases système déployées	24 (bimensuel)
Modifications contenues dans releases	88

## 5.2 Application d'élaboration budgétaire IGF-BAF

En 2025, les travaux d'optimisation et d'actualisation technique de l'application IGF-BAF se sont poursuivis. Ils ont visé à simplifier l'architecture logicielle existante et de renforcer l'évolutivité du système, en vue d'intégrer de nouvelles fonctionnalités accompagnant les évolutions régulières de la procédure budgétaire.

Ces développements s'inscrivent dans une logique d'amélioration continue, destinée à fluidifier l'échange d'informations entre l'IGF et ses parties prenantes externes, ainsi qu'à renforcer l'intégration entre les propositions budgétaires et leurs justifications.

Un fait marquant de l'année a été la suppression du « Budget pour ordre » et son remplacement par le « Budget pour compte de tiers ». Cette évolution a nécessité une réorganisation de la structure budgétaire au sein de l'application IGF-BAF et une coordination étroite avec les autres systèmes d'information, afin d'assurer la cohérence et la synchronisation des données budgétaires à l'échelle de l'IGF.

En parallèle, les activités récurrentes ont continué à mobiliser les équipes : coordination des opérations d'exploitation du système durant le processus d'élaboration budgétaire, gestion des accès, support technique aux 367 utilisateurs, génération de rapports pour les parties prenantes, préparation des documents pour le dépôt du projet de budget à la Chambre des députés et élaboration des fichiers de chargement pour SIFIN.

### 5.3 Plateforme de gestion électronique des documents IGF-GED

À la suite de la mise en production d'IGF-GED en 2024, l'année 2025 a été consacrée à son exploitation opérationnelle. Les travaux ont principalement porté sur la gestion des accès et le support aux utilisateurs, afin d'assurer la disponibilité de l'outil dans un contexte d'utilisation soutenue.

À la suite des premiers retours d'expériences de différentes administrations et des agents de l'IGF, l'équipe a également identifié et analysé les futurs besoins fonctionnels (p. ex. amélioration de l'interface et de l'ergonomie) et techniques (p. ex. synchronisation avec les autres systèmes d'information de l'IGF) afin de faire évoluer la plateforme dans les prochaines années.

### 5.4 Système d'information décisionnel IFSID

En 2025, l'équipe a mis en œuvre la transformation de l'application avec les sections budgétaires à deux positions. Cela a nécessité des périodes de tests intensives, ainsi qu'un suivi hebdomadaire avec le CTIE et les consultants externes, afin de garantir le succès de mise en œuvre.

Un projet structurant visant à moderniser l'architecture du système décisionnel, à améliorer les performances des traitements analytiques et à renforcer l'évolutivité de la solution a également été mené. Cette migration des données et de la logique métier vers le nouveau « Business Warehouse » a été finalisée au début de l'année 2026.

Parallèlement à ces travaux d'évolution, les activités récurrentes contribuant au bon fonctionnement quotidien et à la stabilité globale du système ont été assurées de manière continue. Cela inclut notamment la gestion des accès, le paramétrage du système d'information et le support aux utilisateurs.

### 5.5 Informatique interne

Dans le cadre des travaux de rénovation du bâtiment, le câblage du réseau informatique a été optimisé et le réseau sans fil de l'État a été déployé dans l'ensemble des locaux. Trois nouvelles salles de réunion ont été aménagées, et les imprimantes ont été migrées vers le système Papercut du CTIE.

En collaboration avec le CTIE, l'ensemble des ordinateurs a été migré vers Windows 11, et un grand nombre d'ordinateurs portables ont été remplacés par des modèles plus récents.

Par ailleurs, les tâches récurrentes ont été assurées de manière continue : gestion du matériel pour l'arrivée et le départ d'agents au sein de l'IGF, gestion des accès, ainsi que support aux utilisateurs.

## 6 | DÉPARTEMENT « AUDIT ET GOUVERNANCE »

Le département Audit et gouvernance comprend cinq personnes. Il joue un rôle essentiel dans la supervision de la gouvernance et la réalisation d'audits de projets cofinancés par des fonds européens. Il mène également des missions spécifiques d'audit et de gouvernance.

### 6.1 Missions dans le cadre de l'audit de fonds européens

En tant qu'autorité d'audit, le département Audit et gouvernance interne de l'IGF conduit des audits afin de fournir à la Commission européenne une assurance sur la légalité et la régularité de la dépense ainsi que sur le bon fonctionnement du système de gestion et de contrôle. Le résultat de ce travail est synthétisé dans un rapport annuel de contrôle par fonds transmis à la Commission européenne avec un avis de l'IGF.

Depuis 2022, l'IGF est également chargée de l'audit de la Facilité pour la reprise et la résilience (FRR) qui fait partie de l'initiative européenne NextGenerationEU. Le plan national couvre désormais 23 projets de réformes ou d'investissements et profite d'un co-financement européen à hauteur de 241 millions d'euros jusqu'à la fin de l'année 2026.

Les tableaux ci-après présentent les fonds européens pour lesquels l'IGF exerce une responsabilité (autorité d'audit, membre du groupe des auditeurs ou autorité compétente), avec l'enveloppe financière globale par période de programmation.

## Enveloppe totale des programmes opérationnels 2014–2020 (montants en millions d’euros, clôture effective en 2025)

L'IGF est l'autorité d'audit pour les fonds suivants :		Total
Fonds social européen (+REACT EU)	FSE	110,00
Fonds européen de développement régional (+REACT EU)	FEDER	118,10
Programme de coopération transfrontalière dans la Grande Région	INTERREG V A	234,60
European Observation Network on Territorial Development and Cohesion	ESPON	48,60
Asylum, Migration and Integration Fund	AMIF	21,03
Internal Security Fund (Police + Borders)	ISF	18,97
Fonds européen d'aide aux plus démunis	FEAD	4,60
Facilité pour la reprise et la résilience (FRR)	RRF	241
<b>Total A</b>		<b>702,73</b>
L'IGF est membre du groupe des auditeurs (GOA) pour les fonds suivants :		Total
Programme de coopération transfrontalière dans l'Europe du Nord-Ouest	INTERREG V B	649,00
Programme de coopération transfrontalière dans l'Europe	INTERREG V C	426,30
European exchange and learning programme promoting sustainable urban development	URBACT III	96,30
INTERreg-Animation, Coordination, Transfert	INTERACT	46,34
<b>Total B</b>		<b>1.217,60</b>
L'IGF est l'autorité compétente pour les fonds suivants :		Total
Fonds européen agricole pour le développement rural	FEADER	307,77
Fonds européen agricole de garantie	FEAGA	163,74
<b>Total C</b>		<b>471,51</b>
<b>Total A+B+C</b>		<b>2.391.84</b>

## Enveloppe totale des programmes opérationnels 2021–2027 (montants en millions d'euros, clôture prévue en 2026)

L'IGF est l'autorité d'audit pour les fonds suivants :		Total
Fonds social européen (+FTJ)	FSE	39,21
Fonds européen de développement régional (+REACT EU)	FEDER	21,07
Programme de coopération transfrontalière dans la grande région	INTERREG V A	303,23
European Observation Network on Territorial Development and Cohesion	ESPON	60,00
Asylum, Migration and Integration Fund	AMIF	27,80
Internal Security Fund (Police + Borders)	ISF	14,09
Facilité pour la reprise et la résilience (FRR)	RRF	241
<b>Total A</b>		<b>706,4</b>
L'IGF est membre du groupe des auditeurs (GOA) pour les fonds suivants :		Total
Programme de coopération transfrontalière dans l'Europe du Nord-Ouest	INTERREG V B	517,46
Programme de coopération transfrontalière dans l'Europe	INTERREG V C	493,10
European exchange and learning programme promoting sustainable urban development	URBACT III	110,10
INTERreg-Animation, Coordination, Transfert	INTERACT	56,25
<b>Total B</b>		<b>1.176,91</b>
L'IGF est l'autorité compétente pour les fonds suivants :		Total
Fonds européen agricole pour le développement rural	FEADER	301,17
Fonds européen agricole de garantie	FEAGA	164,13
<b>Total C</b>		<b>465,30</b>
<b>Total A+B+C</b>		<b>2.348,61</b>

## Rapports réalisés par l'autorité d'audit

En 2025, avec l'assistance de prestataires externes, l'autorité d'audit a réalisé 42 rapports à travers l'ensemble des fonds européens.

Période 2014–2020 (prolongée jusqu'en 2026) : 3 audits

- FEDER : 2 audits projet, 1 rapport annuel

Période 2021–2027 : 38 audits

Fonds / Programme	Audits réalisés
FEDER	1 audit système, 1 stratégie d'audit, 1 audit projet, 1 rapport annuel
FSE+	1 audit système, 1 stratégie d'audit, 4 audits projets, 1 rapport annuel
ESPO	1 audit système, 1 stratégie d'audit, 1 audit d'opération, 1 rapport annuel
INTERREG VI A Grande Région	1 audit système, 1 stratégie d'audit, 3 audits projets, 1 rapport annuel
AMIF	1 audit système, 1 stratégie d'audit, 2 audits projets, 1 rapport annuel
BMVI	1 audit système, 1 stratégie d'audit, 1 audit projet, 1 rapport annuel
ISF	1 audit système, 1 stratégie d'audit, 1 audit projet, 1 rapport annuel
FSUE	Audit du système de gestion et de contrôle
FEADER / FEAGA	2 rapports de certification des comptes de l'organisme payeur
FRR	Évaluation du système de contrôle interne du PNRR

Pour les missions d'audit d'opération terminées à la date de la rédaction de ce rapport, le taux d'erreur global (irrégularités détectées) par fonds se situe en dessous du seuil de matérialité de 2 %. Les constats sans impact financier incluaient des faiblesses dans :

- les contrôles de premier niveau ;
- la documentation des contrôles de premier niveau ;
- la comptabilité analytique de certains porteurs de projet ; et
- les procédures antifraudes et de conflit d'intérêts.

## **Rapport de supervision de l'agrément de l'organisme payeur des fonds FEAGA et FEADER**

À la date du 30 juin 2025, l'IGF a établi le rapport sur les résultats des activités de supervision du respect des conditions d'agrément par l'organisme payeur pour la période de référence du 16 octobre 2021 au 15 octobre 2024, conformément à l'article 2, paragraphe 1, du règlement d'exécution 2022/128 de la Commission.

Tous les trois ans, l'autorité compétente (IGF) présente à la Commission un rapport écrit sur sa supervision des organismes payeurs et sur le suivi de leurs activités. Le rapport comprend un examen de la conformité continue des organismes payeurs aux critères d'accréditation, ainsi qu'un résumé des mesures prises pour remédier aux insuffisances constatées. L'autorité compétente confirme si un organisme payeur dont elle est responsable continue de satisfaire aux critères d'accréditation.

L'autorité d'audit participe régulièrement aux réunions et groupes de travail organisés au niveau européen par les institutions compétentes, notamment :

- DG REGIO Transnational Network (TN) on Simplification
- ESF Transnational Network on Simplification
- Homologues Group Meeting
- Interact – Audit Authorities and Group of Auditors' Members Network
- Meeting of the Expert Group on the CPR Funds (CPR Expert Group)
- Audit Community Forum

### **6.2 Mission d'analyse de la Gouvernance**

À la demande du Gouvernement, l'IGF a mené des missions d'analyse approfondie de la gouvernance de deux entités. Cette initiative s'inscrit dans une volonté de renforcer l'efficacité et la conformité des structures publiques et parapubliques en vue d'atteindre les meilleures pratiques en matière de gouvernance.

